

ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCILCONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIALUNRESTRICTED
E/CN.4/SR.43
17 Décembre 1947
Original: FRENCHCOMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

DEUXIEME SESSION

PROCES-VERBAL DE LA QUARANTE-TROISIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, Genève
le 17 décembre 1947 à 10 h.

Présents:

Présidente: Mme F.D. ROOSEVELT (Etats-Unis)

Rapporteur: M. MALIK (Liban)

Membres: le Colonel W. HODGSON (Australie)
M. F. DEHOUSSE (Belgique)
M.A.S. STEPANENKO (Biélorussie)
Le Dr. C.H. WU (Chine)
M. O. LOUTFI (Egypte)
M. R. CASSIN (France)
Mme H. MEHTA (Inde)
M. A.G. POUREVALY (Iran)
Lord DUKESTON (Royaume-Uni)
M. M. KLEKOVKIN (Ukraine)
M. A.E. BOGOMOLOV (U.R.S.S.)
M. A.C.C. VICTORICA (Uruguay)
M. V. RIBNIKAR (Yougoslavie)

Secrétariat: Prof. HUMPHREY
M. LAWSON

Institutions spécialisées:

M. J. de GIVRY (O.I.T.)
M. J. HAVET (UNESCO)
M. WEISS (O.I.R.)

Organisations non-gouvernementales
Catégorie A:

Mlle Toni SENDER (Fédération américaine du Travail)
M. ROBINET de CLERY (Union interparlementaire)
M. SERRARENS (Confédération internationale des
Syndicats chrétiens)

Catégorie B: Mlle de ROMER (Union internationale des Ligues
fem. cath.)
Mme DUCHESNE (Féd.mond.démocratique féminine)
M. DUCHOSAL (Comité intern.de la Croix-Rouge)
M. F. NOLDE (Com. des Eglises chargées des
affaires internationales)
M. de FELICE (Fédération abolitionniste intern.)
M. BIEGNER (Congrès mondial juif)

EXAMEN DU RAPPORT DU COMITE SPECIAL DES

COMMUNICATIONS.

(Document E/CN.4/64)

M. CASSIN (France), Rapporteur du Comité spécial des Communications, présente le rapport de ce Comité.

M. BOGOMOLOV (U.R.S.S.) déclare que ce rapport est rédigé en termes trop généraux. Il paraît même impliquer l'extension des pouvoirs du Comité spécial et la possibilité pour celui-ci de prendre des mesures pratiques en ce qui concerne les communications. Il rappelle que, lors de la séance tenue par ce Comité, certaines propositions concrètes avaient été faites telles que celles de transmettre les communications aux membres de la Commission, de considérer ces communications comme une information à l'usage de la Commission et de n'examiner que les communications émanant de groupes et non d'individus. Aucune de ces propositions concrètes n'apparaît dans le rapport. Il propose donc que celui-ci soit remanié dans l'esprit de la séance tenue par le Comité.

La PRESIDENTE indique que certaines propositions concrètes ont en effet été présentées au cours de la séance du Comité spécial des communications, mais que toutes n'ont pas été adoptées. Seules figurent dans le rapport les propositions adoptées. Elle suggère de discuter en premier lieu les décisions.

M. BOGOMOLOV (U.R.S.S.) souligne qu'il n'est pas opposé aux décisions telles qu'elles figurent dans ce rapport, mais aux recommandations qui ne lui paraissent pas refléter la discussion qui s'est tenue au cours de la séance du Comité.

Mme MEHTA (Inde) désire connaître les motifs pour lesquels les suggestions concernant le document E/CN.4/AC.5/2 doivent être envoyées au Comité spécial et non pas au Comité de rédaction.

La PRESIDENTE déclare qu'aucune action ne peut être entreprise à l'égard des communications avant que le Conseil économique et social n'ait pris une décision à ce sujet. Cependant, en communiquant les suggestions des membres de la Commission au Comité spécial, celui-ci peut dès avant la prochaine session du Comité procéder à l'examen de ces suggestions. Au cours de cette session la Commission pourra, si elle en a reçu le mandat du Conseil Economique et Social, procéder plus aisément à l'examen des mesures à prendre concernant les communications.

Le Colonel HODGSON (Australie) fait observer que la liste communiquée par le Secrétariat (Document A/CN.4/CR.1) s'arrête au mois d'octobre. Il désire savoir si les membres de la Commission ne devront faire leurs suggestions que d'après cette liste déjà ancienne.

Le Professeur HUMPHREY déclare que le Secrétariat préparera une nouvelle liste avant la prochaine réunion du Comité spécial. Toutefois, la communication de cette liste aux membres de la Commission est impossible avant la prochaine session du Comité, étant donné les instructions du Conseil Economique et Social, visant sa distribution à huis clos.

Mme MEHTA (Inde) demande s'il est souhaitable d'adresser les observations présentées par les membres de la Commission au Comité spécial.

La PRESIDENTE indique que ces suggestions portant sur la question des communications ne concernent pas le Comité de rédaction.

M. CASSIN (France) déclare qu'il est naturel que les observations soient présentées aux membres du Comité qui ont élaboré les documents relatifs à cette question. Cependant, les suggestions concernant les principes généraux pourraient être renvoyées au Comité de rédaction. Le Comité spécial pourra ainsi accomplir un triage parmi les suggestions qui lui seront envoyées. Il gardera ce qui le concerne et enverra au Comité de rédaction les remarques d'ordre général.

La PRESIDENTE fait observer que cette indication devrait figurer explicitement dans le rapport.

Le Colonel HODGSON (Australie) souligne que le Comité spécial ne pourra, d'après son mandat, prendre aucune mesure concernant les remarques et suggestions qui lui seront envoyées. Il a seulement le pouvoir de choisir, dans la liste des communications, celles dont l'original devrait être mis à la disposition des membres de la Commission. Il propose donc, afin de permettre au Comité spécial de remplir sa tâche, d'adresser une recommandation au Conseil Economique et Social tendant à étendre le mandat du Comité.

La PRESIDENTE indique que le Comité spécial a suggéré à la Commission de prendre une résolution tendant à demander au Conseil Economique et Social de reconsidérer la procédure des communications relatives aux droits de l'homme. Cette recommandation

figure au point 5 du rapport du Comité. Elle souligne qu'il s'agit là d'une solution qui n'est pas entièrement satisfaisante, mais il est apparu au Comité qu'aucune autre solution ne pouvait être prise aussi longtemps que la Charte des Droits de l'Homme ne serait pas entrée en vigueur.

Le Colonel HODGSON (Australie) déclare que cette recommandation concerne la Commission dans son ensemble et ne résoud pas la contradiction inhérente à la décision prise par le Comité. En l'absence de pouvoir propre de ce Comité, il paraît inutile de lui envoyer des remarques et des suggestions au sujet desquelles il ne peut prendre aucune mesure.

M. BOGOMOLOV (U.R.S.S.) indique qu'il n'appartient pas à la Commission de prendre des mesures concernant les communications. Toute recommandation de la part de la Commission, tendant à étendre le mandat du Comité spécial afin de lui permettre de prendre des mesures pratiques concernant les communications, dépasse le mandat et la tâche de la Commission. Celle-ci n'est pas un tribunal international. Les communications doivent être considérées comme une information en vue d'aider la Commission dans la rédaction de certains articles, tels que l'article 36, concernant les minorités, ou les articles concernant les droits des femmes. La proposition présentée par le représentant de l'Australie tend à transformer la Commission en un organisme judiciaire de compétence mondiale, alors qu'elle a été constituée pour élaborer des documents.

M. DEMOUSSE (Belgique) propose de supprimer le paragraphe b) du point 3 du rapport du Comité spécial. Il souligne que la Commission risque de faire de la mise en oeuvre prématurée, étant donné que le Conseil Economique et Social n'a pas encore pris de décision à l'égard de la recommandation adressée par la Commission concernant la garantie et la sauvegarde des droits de l'homme. D'autre part, le paragraphe b) introduit une cause de trouble en faisant intervenir le Comité spécial comme **un écran** entre les membres de la Commission et le Comité de rédaction qui doit recevoir les suggestions de ces membres.

La PRESIDENTE met aux voix la suppression du paragraphe b) du point 3 du rapport du Comité spécial.

Décision: La Commission accepte la suppression proposée, par 8 voix et 6 abstentions.

M. MALIK (Liban) rappelle les termes du mandat du Comité spécial dont le Conseil économique et social a suggéré la constitution dans sa Résolution du 5 août 1947 (No 75 (V)), et, en particulier la partie prévoyant que le Comité spécial serait chargé d'indiquer celles des communications dont l'original devrait, conformément à l'alinéa c) de la Résolution, être mis à la disposition des membres de la Commission qui en feraient la demande. Il fait observer que la décision du Comité n'a pas tenu compte de ce point de la Résolution et propose d'ajouter au paragraphe 3, un alinéa b) ainsi conçu: " de recommander que les originaux des communications énumérées dans le document E/CN.4/AC.5/2 soient, conformément à l'alinéa c) de la Résolution du Conseil économique et social du 5 août 1947, mis à la disposition des membres de la Commission qui en feraient la demande".

M. CASSIN (France) estime que la proposition ne se rapporte pas à la décision prise par le Comité spécial, mais aux recommandations qu'il a présentées. Il demande donc qu'on en renvoie l'examen au moment de la discussion du paragraphe 5 des recommandations. A son avis, le Comité spécial a adopté une décision de prétention modeste et il fait observer que l'alinéa b) a pour seul objet de traiter quelques questions générales; il ne vise pas à régler à l'avance les questions d'application.

La PRESIDENTE pense aussi que la proposition libanaise ne vient pas à cette place et elle met aux voix l'alinéa a) du point 3, page 2; il est adopté par 13 voix.

M. MALIK (Liban) croit qu'il semble y avoir un certain malentendu sur l'objet de sa proposition. Il estime que la décision adoptée par le Comité spécial n'est pas complète, en ce sens qu'elle ne tient pas compte d'une partie du mandat de ce Comité. Il a présenté sa proposition pour remédier à cette omission. Il fait remarquer que la Commission a décidé la suppression d'une partie de la décision; il devrait donc être possible d'apporter à celle-ci une addition.

Le Colonel HODGSON (Australie) est d'avis que la proposition du délégué du Liban n'est pas recevable. Il rappelle que le document en discussion est le rapport du Comité spécial. La Commission ne peut pas le modifier et l'adopter ensuite en tant que Rapport du Comité. A son avis, la partie du mandat à laquelle M. Malik a fait allusion, constitue l'énoncé d'une tâche assignée au Comité, et ceci étant, il ne voit pas la nécessité de prendre une décision à son sujet.

Page 3

Le Professeur HUMPHREY (Directeur de la Division des Droits de l'Homme) déclare que, selon son interprétation, l'alinéa c) de la Résolution adoptée par le Conseil économique et social, le 5 août 1947 signifie que le Secrétaire général est actuellement autorisé à représenter aux membres de la Commission qui en feraient la demande, toutes les communications traitant de questions de principes. Il lui semble que la proposition libanaise limiterait en fait les pouvoirs du Secrétaire général à cet égard, étant donné qu'elle vise seulement le document E/CN.4/AC.5/2 qui ne constitue pas une liste complète des communications traitant des questions de principe.

M. MALIK (Liban) fait de nouveau observer qu'il a présenté sa résolution pour remédier à une omission du Comité spécial. Pour répondre à l'objection soulevée par le Professeur Humphrey, il propose d'ajouter à la fin de sa proposition primitive, les mots "sans préjudice des pouvoirs conférés au Secrétaire général par l'alinéa b) de ladite Résolution."

La PRESIDENTE met aux voix la proposition libanaise; elle est acceptée par 9 voix contre 1 et 5 abstentions.

M. DEHOUSSE (Belgique) en vue d'accélérer les débats, demande à la Présidente de revenir à la règle précédemment appliquée, d'après laquelle chaque proposition ne peut donner lieu qu'à l'intervention d'un seul orateur pour soutenir la motion ou la combattre.

La PRESIDENTE attire l'attention de la Commission sur les décisions prises au sujet des recommandations de la Sous-commission pour la Prévention des Mesures discriminatoires et pour la Protection des Minorités et demande si quelqu'un a des observations à présenter au sujet du point 4.

M. BOGOMOLOV (U.R.S.S.) propose de supprimer les points 4 et 5 tels qu'ils figurent à la page 2; il est d'avis de ne conserver que la recommandation relative aux mesures à mettre en vigueur immédiatement.

La PRESIDENTE met la proposition de l'Union soviétique aux voix; elle est rejetée par 7 voix contre 4 et 4 abstentions.

Elle met alors aux voix la première recommandation de la Sous-commission qui figure au point 4, page 2. Elle est adoptée par 11 voix et 3 abstentions.

M. CASSIN (France) appuie la recommandation qui figure au point 5 et fait observer qu'elle n'implique aucune suggestion tendant à augmenter les pouvoirs du Comité spécial; il s'agit là simplement d'une résolution inspirée des discussions qui ont eu lieu.

M. MALIK (Liban) déclare que le préambule de la recommandation ne le satisfait pas parce qu'il ne donne pas une idée exacte de la position qu'il a prise au cours des discussions du Comité spécial, relatives à la transmission des communications. Il désire donc qu'il soit pris acte de son point de vue. Il pense que le système actuel selon lequel les membres de la Commission n'ont pas le droit de voir certaines communications relatives aux Droits de l'homme qui parviennent à l'Organisation des Nations Unies, n'est pas du tout satisfaisant. Il rappelle que le mandat contient la phrase suivante: "Toutes les questions relatives aux Droits de l'homme qui ne sont pas mentionnées ci-dessus". A son avis, il est étrange que les membres de la Commission ne puissent pas prendre connaissance de certaines communications et il ne croit pas que le système actuel permette à la Commission de remplir son mandat.

La PRESIDENTE met aux voix la deuxième recommandation de la Sous-commission, qui figure au point 5, pages 2 et 3; cette recommandation est adoptée par 11 voix et 4 abstentions.

La PRESIDENTE déclare en conséquence que le rapport du Comité spécial est adopté.

2. Discussion du Rapport du Sous-comité chargé de l'examen de l'Annuaire des Droits de l'Homme, du Rapport de la Commission des crimes de guerre et de l'étude sur l'évolution des Droits de l'Homme. (Doc. E/CN.4/63)

M. LOUTFI (Egypte) présente le rapport du Sous-comité et en résume le contenu.

La PRESIDENTE suggère que la Commission prenne acte de l'ensemble du rapport et le transmette au Conseil économique et social.

M. WU (Chine) appuie le rapport du Sous-comité et pense que la Commission devrait non seulement en prendre acte mais encore l'approuver formellement.

Le Colonel HODGSON (Australie) demande si la partie consacrée aux Constitutions doit comprendre seulement les dispositions relatives au droit de suffrage. Il pense que lors de la rédaction de l'Annuaire on devrait faire figurer dans la partie consacrée aux Constitutions les notices historiques dont il est question à la page 3 du rapport du Sous-comité. En ce qui concerne la section II du rapport, il pense que la Commission devrait prendre une décision au sujet de la publication du rapport de la Commission des crimes de guerre.

M. LOUTFI (Egypte) répond qu'on fera figurer dans la partie consacrée aux constitutions tous les textes relatifs aux droits de l'homme et non pas seulement ceux qui se rapportent au droit de suffrage. Il convient que lors de la rédaction de l'Annuaire, on devrait ajouter à la partie consacrée aux Constitutions de brèves notices historiques.

M. WU (Chine) pense qu'il se pourrait que certains lecteurs préfèrent trouver les notices dans une partie séparée. Il suggère d'adopter le rapport sans autre discussion.

La PRESIDENTE pense qu'on pourrait laisser au Secrétariat le soin de décider de la façon de présenter le sujet traité.

Le Colonel HODGSON (Australie) propose de remplacer le dernier paragraphe de la section II du rapport du Sous-Comité par le texte suivant:

"La Commission recommande que le Secrétariat prépare la publication d'un résumé de l'étude sur les procès des criminels de guerre faite par la Commission des crimes de guerre."

Il explique que l'étude en question est très longue et que si la Commission la publiait en son entier, elle serait amenée, de ce fait, à publier intégralement toutes autres études ultérieures.

M. BOGOMOLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) s'oppose à la proposition du Colonel Hodgson. Il n'a pas eu le temps de lire l'étude en question, mais il pense que la Commission ne devrait pas prendre de décision au sujet de sa publication avant la troisième session.

La PRESIDENTE met la proposition australienne aux voix: elle est rejetée par 7 voix contre 5 et 2 abstentions.

M. BOGOMOLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande que dans l'Annuaire des Droits de l'Homme, les textes des lois concernant les droits de l'homme ne soient pas insérés en extraits, mais dans leur forme complète; que les articles de la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de celles des Républiques fédérées concernant les droits de

l'homme soient publiés dans leur intégralité; que la Déclaration des Droits de l'Homme de l'Union soviétique soit insérée in extenso; que le texte de la loi concernant l'abolition de la peine de mort soit intégralement reproduit et enfin que les commentaires des législations nationales soient dans tous les cas confiés à des juristes spécialistes nationaux.

M. VICTORICA (Uruguay) suggère que les parties du Rapport concernant les textes des Constitutions relatifs aux droits de l'homme soient interprétées dans un esprit large. Il ne faut pas seulement se limiter aux droits de l'homme, mais étendre le domaine aux devoirs et aux garanties, tels que, par exemple, la responsabilité des fonctionnaires, la responsabilité pécuniaire des personnes publiques et le recours à la Cour suprême.

M. CASSIN (France) déclare que sa délégation veut être très modérée dans la question d'étendre l'étude aux questions de jurisprudence. Il craint que cela n'impose au Secrétariat une trop lourde tâche, eu égard à la situation du personnel et du budget. Il propose d'amender le second paragraphe, à la page 5 du Rapport (document E/CN.4/63) en lui substituant le texte suivant: "Ledit ouvrage devrait comporter les jugements prononcés à n'importe quelle date dans les pays non inclus déjà dans le document préparé par la Commission des crimes de guerre. Il devrait donc comporter un supplément concernant les jugements rendus postérieurement à l'achèvement de l'ouvrage." Il justifie cet amendement par le fait qu'entre temps, il y a eu le procès de Kharkov, que celui de Cracovie est en cours, ainsi que plusieurs autres en Europe orientale, et qu'en ce moment, des industriels et des intellectuels allemands comparaissent devant la Cour de Nuremberg.

M. DEHOUSSE (Belgique) constate que plusieurs propositions ont été faites, notamment par la délégation de l'Union soviétique et d'autres, qui détruisent le système de publication mis au point par les experts du Secrétariat. Il appuie la demande du représentant de l'U.R.S.S. que l'étude des législations nationales soit confiée dans chaque pays à des spécialistes. Ceci a d'ailleurs été clairement exprimé dans le 3ème alinéa du second paragraphe, à la page 2 du Rapport du Sous-Comité pour l'Annuaire.

Il souligne cependant que l'Annuaire ne pourra reproduire que les articles des Constitutions des deux Républiques fédérées de l'Union soviétique, membres des Nations Unies, celles d'Ukraine et de Biélorussie.

La PRESIDENTE met l'amendement du représentant de la France aux voix.

DECISION: L'amendement est adopté par neuf voix contre cinq.

M. MALIK (Liban) demande dans quelle mesure le Secrétariat sera lié par les nombreuses questions et suggestions qui lui ont été adressées par le Sous-Comité de l'Annuaire.

La PRESIDENTE fait remarquer que la Commission n'aura pas à voter sur chaque question soulevée dans le rapport mais qu'elle aura simplement à approuver ou à désapprouver le rapport du Sous-Comité. Le Secrétariat sera lié par les suggestions émises, dans les limites du budget.

M. MALIK (Liban) ne comprend pas pourquoi, dans la Section III de son Rapport, le Sous-Comité demande au Conseil économique et social d'ajourner l'étude sur l'évolution des droits de l'homme.

La PRESIDENTE répond qu'il appartiendra au Conseil Economique et Social de prendre une décision. Si certains membres ne sont pas d'accord, ils doivent le dire maintenant.

M. MALIK (Liban) espère que le Secrétariat fera tout son possible pour mettre cette étude sur le métier et il désire que cette étude comprenne en guise d'introduction, non seulement les documents fondamentaux qui ont trait aux droits de l'homme, mais aussi la Déclaration des Nations Unies, certains discours prononcés par des hommes d'Etat pendant la guerre et surtout le discours prononcé par le Maréchal Smuts à l'Assemblée de San Francisco.

La PRESIDENTE suggère que cette remarque soit ajoutée au rapport.

M. CASSIN (France) partage le sentiment qui est à la base de la proposition du représentant du Liban, ce d'autant plus, dit-il, qu'il est l'artisan du projet de l'étude historique des Droits de l'Homme.

Le Sous-Comité propose seulement un plan de travail parce-qu'il est matériellement impossible au Secrétariat de réaliser ce plan à l'heure actuelle. Il demande que la Commission approuve la Section III du rapport qui tient compte de la réalité.

La PRESIDENTE met aux voix une motion approuvant le rapport du Sous-Comité de l'Annuaire des Droits de l'Homme et qui sera transmis au Conseil Economique et Social.

DECISION : Ce rapport est approuvé par dix voix et quatre abstentions.

DISCUSSION DES PROPOSITIONS PRESENTEES PAR LA SOUS-COMMISSION
DES MINORITES

La PRESIDENTE ouvre la discussion sur les propositions présentées par la Sous-Commission des Minorités (Doc. E/CN.4/68).

Le Dr. WU (Chine) appuie le premier paragraphe.

DECISION : Le premier paragraphe est adopté par huit voix contre quatre.

La PRESIDENTE déclare la discussion ouverte sur le paragraphe 2.

M. MALIK (Liban) critique la forme dans laquelle est rédigé le texte. Ce texte donne l'impression que la Commission ou la Sous-Commission sont chargées de mesures pour "protéger efficacement les minorités". Il propose formellement de supprimer les mots "concernant la protection efficace des minorités".

M. CASSIN estime au contraire qu'il faut maintenir ces mots qui répondent d'ailleurs au nom de la Sous-Commission même pour la "Protection des minorités".

M. BOGOMOLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'il votera contre ce texte qui est conçu dans un langage étrange. Les mots "minorités véritables" et "minorités prétendues" sont des notions qui ne répondent pas aux réalités.

La PRESIDENTE met aux voix le texte de la recommandation de la Sous-Commission avec l'amendement du représentant du Liban.

DECISION : Ce texte est adopté par neuf voix contre quatre et une abstention.

La séance est levée à 15 h.05.